

CHARLES
MICHALOUX

Guerre froide, pour une nouvelle donne de la coexistence pacifique

Pas un jour ne passe sans que la propagande du gouvernement et de la classe qu'il sert n'enfonce son clou, à la radio, à la télévision et dans la presse : Tout va mal dans le monde; les guerres locales se multiplient et, avec le désordre provoqué par une crise économique universelle qui n'épargne personne, se rapproche dangereusement la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Giscard l'a dit clairement en présentant ses vœux : « Le danger de guerre existe ». Dans ce monde à la dérive, ballotté par la faim, la misère, le chaos, le pétrole et le Goulag, la France reste une terre de liberté et de relatif bien-être à laquelle cette situation impose des sacrifices qu'il faut savoir accepter pour préserver l'essentiel, à savoir la paix et la stabilité. Selon Giscard et Barre, voilà qui donnerait tout son sens à l'action du gouvernement, guidée par les directives du président.

Derrière ce rideau de fumée dispensé par les grands moyens d'information pour leur faire accepter l'austérité, les travailleurs peuvent cependant distinguer les motifs d'inquiétude qui unissent aujourd'hui les gouvernements des États-Unis, d'Europe et du Japon.

L'impérialisme et sa propagande de guerre froide

De l'Iran à l'Indochine, en passant par le Nicaragua, l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'impérialisme américain, sous l'œil inquiet

de ses partenaires européens et japonais, continue d'essayer des défaites face auxquelles il doit pour le moment se contenter de réagir en haussant le ton et en employant des mesures de rétorsion économiques ou financières, faute de pouvoir encore lancer ses *marines*. C'est qu'il craint de réveiller le mouvement d'opposition à la guerre qui contribua à le forcer à se retirer d'Indochine en 1975 dans la précipitation de son plus grand désastre politique et militaire.

Momentanément paralysé par cette crainte des retombées d'une nouvelle aventure sur la colère des peuples qui en seraient les victimes comme sur la protestation des travailleurs américains qui refuseraient de l'accepter, l'administration Carter a dès lors pour préoccupation essentielle de créer de nouveau les conditions propices à lui laisser jouer son rôle actif de gendarme contre-révolutionnaire.

Soutenus dans cette entreprise par tout ce que l'industrie et la banque comptent de politiciens, Carter, ses ministres et ses généraux font feu de tout bois pour donner l'image d'un « monde libre » entouré de périls et dernier refuge des libertés piétinées ailleurs par le fanatisme totalitaire.

Profitant du renversement de la dictature sanguinaire de Pol Pot par l'armée vietnamienne entrée au Cambodge, Washington a orchestré une campagne sans précédent visant à faire porter la responsabilité de la famine qui ravage la population cambodgienne, non au blocus et aux crimes dont s'est rendu coupable l'impérialisme américain à la suite du colonialisme français en Indochine, mais au régime de Hanoï, et avec lui à tous ceux qui se réclament du socialisme, même sans l'identifier aux déformations bureaucratiques que lui ont imprimé les dirigeants du PCV.

A l'occasion des négociations sur le désarmement, le gouvernement américain et ses alliés ont tiré toutes les ficelles de la presse à leur solde pour faire accroire que l'arsenal soviétique représentait une menace directe pour l'Occident, au point d'en avoir surpassé les réserves d'armes stratégiques. Alors que le potentiel militaire du Pentagone dépasse plus que jamais, en quantité et en perfectionnement meurtrier, tout ce que les États ouvriers bureaucratisés ont mis sur pied pour leur défense, l'état-major américain a pu encore établir de nouvelles bases de missiles en Europe, dans les États membres de l'OTAN, aux seules fins de faire pression sur l'économie non capitaliste de l'Union soviétique et d'entretenir un chantage permanent face à toute éventuelle modification de la carte politique de l'Europe capitaliste qu'il abrite sous son aile atomique. De la sorte, il satisfait aussi aux desiderata des trusts militaro-industriels dont la relance de la course aux armements vient grossir les énormes profits.

Mais la propagande impérialiste et les initiatives des États bourgeois

qu'elle couvre ne se contentent pas d'exploiter toutes les failles que leur offre la politique répressive des bureaucraties formées à l'école stalinienne, au pouvoir à l'Est de l'Europe, en Chine et en Indochine. Elles accompagnent aussi de pures et simples provocations fomentées par l'impérialisme à l'encontre de mouvements révolutionnaires qui remettent en cause sa domination dans les régions du globe décisives pour lui.

Révolution et contre-révolution de l'Iran à l'Afghanistan

Ainsi, le déferlement de colère des masses iraniennes contre la tyrannie du shah, par sa force et son extension, a pris les impérialistes par surprise. Ceux-ci n'eurent pourtant de cesse, depuis la chute de leur protégé, de trouver un alibi pour leur retour en force dans leur ancienne chasse gardée pétrolière. Il faut tout le cynisme des patrons de la CIA pour oser présenter leur volonté actuelle de préparer une intervention (directe ou indirecte) en Iran comme une défense des droits de la personne humaine prétendument menacés dans l'ambassade d'une puissance qui n'a jamais hésité à fomenter les coups d'État les plus sanglants pour sauvegarder les intérêts de ses trusts multinationaux ou à donner asile aux bourreaux des peuples qu'ils avaient pillés.

L'hospitalité offerte au boucher de Téhéran avait bel et bien pour fonction de susciter une réaction de la part du régime de Khomeiny, dont le gouvernement américain espérait qu'elle lui fournirait le prétexte d'une intervention militaire. Kennedy n'avait pas agi autrement pour relancer la guerre d'Indochine en montant la provocation de ses destroyers dans la baie du Tonkin.

Pourtant, si ce but a été incomplètement atteint par l'alignement d'une partie de l'opinion des États-Unis derrière Carter, l'ampleur du soulèvement anti-impérialiste des peuples d'Iran — que la presse occidentale dépeint volontiers comme une croisade religieuse d'un autre âge — tient toujours les mercenaires impérialistes à distance.

L'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan est venue à point pour alimenter la frénésie de la campagne pro-impérialiste orchestrée depuis la Maison-Blanche et les capitales européennes. Elle leur permet surtout de faire écran à toutes leurs manigances contre-révolutionnaires dans le Proche, le Moyen et l'Extrême-Orient, plaque tournante du nouveau dispositif diplomatique et militaire que l'impérialisme — américain en premier lieu — tente de mettre en place pour contrecarrer l'effervescence politique et sociale de cette

région du monde qu'il a percée de ses puits de pétrole et couverte de ses oléoducs.

Pourtant, la réaction afghane, et ceux qui, à Washington, Abu Dhabi et Islamabad, ont armé les bandes des potentats locaux soulevés contre les quelques mesures antiféodales promulguées par le régime de Kaboul issu du coup d'État d'avril 1978, ont été refoulés par l'intervention des chars soviétiques. Que la bureaucratie du Kremlin ait décidé de cette expédition sans se soucier de ses effets sur les sentiments nationaux des diverses populations d'Afghanistan et de la région, que celle-ci donne un argument à toutes les hypocrisies impérialistes sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'elle jette le discrédit sur le socialisme frauduleusement assimilé par la propagande bourgeoise aux méthodes bureaucratiques, militaires et policières, des épigones de Staline, qu'elle sème, enfin, la confusion dans les rangs du mouvement ouvrier international dont bien des militants sincères voient leur protestation contre le cynisme des acolytes de Brejnev noyée dans le chœur indécent des vrais diplomates de la canonnière, tout cela n'enlève rien aux faits bruts.

L'URSS a envoyé ses troupes en Afghanistan pour sauver un régime déchiré par ses luttes de clans et menacé par la rébellion des féodaux brandissant le drapeau de l'Islam contre l'abolition de leurs privilèges ancestraux. Comme toute la politique de la bureaucratie soviétique, matérialisée dans son soutien acritique aux gouvernements petits-bourgeois successifs qui, de Taraki à Karmal en passant par Amin, se sont disputés ses faveurs à coups de revolver, l'intervention militaire en Afghanistan a autant à voir avec l'extension de la révolution prolétarienne que le Goulag avec la démocratie des conseils ouvriers d'Octobre 1917. Mais cette intervention elle-même, qu'il faut condamner comme partie prenante de ces méthodes stalinienne étrangères au prolétariat révolutionnaire, a créé une situation nouvelle en Afghanistan. Sur le terrain se déroule maintenant un véritable affrontement; le retrait de l'Armée rouge signifierait dans l'immédiat la victoire des forces réactionnaires soutenues par l'impérialisme, et cette dernière ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur l'arrogance du Pentagone et sur le rapport des forces international entre la bourgeoisie et le prolétariat, dont le face à face USA-URSS n'est qu'un reflet déformé.

Les tanks soviétiques ne pourront cependant éternellement se substituer au combat des masses afghanes pour l'approfondissement de leur révolution. La défense et l'extension de leurs conquêtes contre la réaction féodale et impérialiste ne peut être assurée que par leur mobilisation indépendante. En retour, celle-ci ne peut s'appuyer que sur une amélioration significative de leur sort afin de les arracher à la domination des caciques, entre autres par la réforme

agraire, l'alphabétisation de masse et la nationalisation des secteurs clés de l'économie. Si l'occupation soviétique ne débouchait pas sur une telle transformation radicale de la situation et des rapports sociaux, alors elle ne pourrait que favoriser l'enrôlement de la population dans les rangs des féodaux s'abritant pour la circonstance derrière l'étendard nationaliste. Les menées de l'impérialisme dans la région s'en trouveraient grandement facilitées, y compris dans leur visée permanente contre l'État ouvrier soviétique soumis à des mesures de rétorsion économique, diplomatiques, voire militaires de plus en plus contraignantes.

C'est déjà cette perspective qui guide l'administration américaine lorsqu'elle sursoit aux livraisons de céréales achetées par l'Union soviétique, lorsqu'elle décide de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou ou, surtout, lorsque Carter appelle au « renforcement de la puissance militaire de l'Amérique, de ses alliés et de ses amis » pour relancer la course aux armements et installer de nouvelles bases US, notamment dans le golfe Persique.

Dans ce contexte, la Maison-Blanche modifie quelque peu ses plans initiaux vis-à-vis de l'Iran. Elle redouble de vitesse pour armer de pied en cap l'armée pakistanaise du dictateur Zia Ul-Haq, qui est ainsi promu au rang de tête de pont américaine dans la région, au service de toute la réaction internationale. Reléguant pour un temps le projet d'expédition punitive qu'il continue de caresser contre la révolution iranienne en plein essor, Washington mise désormais sur une asphyxie économique et un isolement diplomatique qui forcerait la République islamique des Ayatollahs à exploser sous le poids de ses contradictions, face à la poussée anti-impérialiste et révolutionnaire des masses qu'elle s'avère de plus en plus inapte à canaliser efficacement. En même temps le gouvernement des États-Unis cherche à se faire écouter par la droite du clergé chiite, en flattant sa virulence anticommuniste.

La nouvelle mouture de la coexistence pacifique

Au fond, cette renaissance d'un climat de guerre froide, de « tension internationale » et de « danger de Troisième Guerre mondiale » plonge ses racines dans deux phénomènes concomitants.

D'un côté, les bourgeoisies impérialistes, menées par la classe capitaliste américaine, quelles que soient leurs réticences motivées par la défense de leurs intérêts particuliers, doivent faire face à une modification des rapports de forces internationaux qu'avait seule-

ment inauguré de manière éclatante la victoire indochinoise de 1975. Elles cherchent par tous les moyens à créer les conditions qui leur permettraient de mettre un cran d'arrêt à la détérioration de leur emprise sur l'évolution d'événements qu'elles interprètent, avec raison, comme les prodromes de changements plus radicaux affectant l'état d'esprit de tous les exploités et opprimés, y compris dans leurs propres citadelles, et ce à la veille d'une nouvelle vague de récession économique que tous les fondés de pouvoir du capital s'accordent à prédire imminente et plus grave encore que la précédente.

En fait, cette campagne de guerre froide constitue pour les impérialistes une préparation politique, économique, sociale et militaire pour les batailles qu'ils s'approprient à livrer afin de faire payer aux travailleurs et aux peuples les frais de la crise de leur système. Tel est le contenu réel de la « nouvelle doctrine » de Carter. L'impérialisme français y a d'ailleurs déjà apporté sa quote-part, au cours de l'année 79, en lâchant ses paras sur la Mauritanie, le Zaïre et la Centrafrique. En outre, elle a pour fonction immédiate de détourner l'attention de l'attaque bien réelle contre les travailleurs vers l'agression supposée venant de l'Est.

De leur côté, les bureaucraties au pouvoir dans les pays d'où le capital a été exproprié, et en premier lieu les maîtres du Kremlin, tentent de compenser leur discrédit et leur impopularité locale par des points marqués au niveau international contre leur partenaire impérialiste dans la politique de coexistence pacifique. Elles s'en sentent d'autant plus capables que ce dernier est empêtré dans ses problèmes de direction politique et dans ses difficultés économiques. Elles se servent également de cette tension internationale pour serrer la vis aux oppositions internes dénoncées comme agents de l'étranger.

Dans ces conditions, le maintien du statu quo mondial entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne est désormais négocié à chaud, au travers d'escarmouches ou de véritables affrontements, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Toutefois, la lutte des classes ne se réduit pas à cette partie de bras-de-fer diplomatique et militaire. Celle-ci n'est que l'ombre portée sur les politiques de Washington et Moscou, ainsi que de leurs alliés respectifs, par la confrontation qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Les larmes de crocodile versées aujourd'hui sur les enfants cambodgiens par les déverseurs de napalm d'hier ne peuvent pas assourdir le cliquetis des armes aux frontières indochinoises que le Pentagone – sous l'uniforme thaïlandais ou « khmer libre » – surveille dans l'espoir de les traverser un jour prochain, sous le regard bienveillant de Pékin, afin de prendre sa revanche sur ceux

qui lui ont fait mordre la poussière de Saïgon, Vientiane et Pnom-Penh.

De la même manière, les discours ronflants sur la stabilité des Caraïbes ne peuvent masquer l'inquiétude de Paris, Londres et Washington devant la détermination du peuple nicaraguayen à aller de l'avant, sous la conduite du Front sandiniste de libération nationale, dans la voie qu'il s'est tracée par le renversement révolutionnaire de Somoza et devant l'inspiration qu'il a donnée aux peuples d'Amérique centrale et des Antilles, voire de toute l'Amérique latine. La situation pré-insurrectionnelle qui règne au Salvador n'en est que la dernière en date, une nouvelle confirmation.

Le regain de prestige que l'URSS de Brejnev trouve auprès des mouvements nationalistes de libération, par contraste avec le discrédit dont se couvre la Chine de Deng Xiaoping, qui sert de plus en plus de béquille aux dictatures vermoulues d'Asie, ne peut aussi faire oublier que le profit qu'elle tire des reculs de l'impérialisme ou les avantages qu'elle marque contre lui sur l'échiquier mondial restent toujours déterminés par le respect des règles du jeu fixées à Yalta pour le partage de leurs zones d'influence mutuelles.

Ce qui l'illustre le mieux est sans doute son hostilité à ce que de nouveaux mouvements de masses révolutionnaires s'orientent vers la construction des États ouvriers en Amérique centrale et du Sud, à quelques encablures des frontières des États-Unis, et susceptibles d'alléger la dépendance de Cuba à l'égard du Kremlin. Le démontrent, plus encore que l'absence de toute aide soviétique à la révolution nicaraguayenne, les zigzags de la politique stalinienne au Salvador où, après un appui sans réserves au régime militaire téléguidé de Washington l'an dernier, le récent tournant vers l'illégalité et le front unique du PC salvadorien avec les organisations révolutionnaires se fait sur un programme d'union nationale avec... les partis qui ont été jusqu'ici du côté de la répression.

La politique de gestion de la crise et de l'austérité, pratiquée sous diverses formes par les partis communistes dirigeant le mouvement ouvrier des États du Sud de l'Europe, témoigne également que ces appareils sont résolus à ne rien faire qui puisse déboucher sur une crise sociale et politique à l'issue victorieuse pour la classe ouvrière de leur pays et aux répercussions considérables pour l'équilibre social et politique de l'Europe et du monde.

Ensemble et chacune pour leur compte, les directions social-démocrates et staliniennes des partis et des syndicats ouvriers déploient toute l'ingéniosité de leurs manœuvres de division des travailleurs et toute la passivité de leur stratégie de collaboration de classes pour ne pas sortir de l'immobilisme. Il représente le plus solide rempart des régimes en place contre la levée de mécontent-

tement ouvrier et populaire qui répond de plus en plus aux mesures d'austérité de la bourgeoisie prises à la faveur de la crise rampante depuis 1974-75 et à la veille de son aggravation brutale dans les années quatre-vingt.

Charles Michaloux